

| COVID-19 |

| EN COMPLEMENT DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE,  
IL FAUT UNE POLITIQUE BUDGETAIRE PLUS EUROPEENNE |

La crise sanitaire frappe toute l'Europe, avec plus de 300 000 cas sur plus de 670 000 dans le monde. Attention donc à ne pas regarder seulement par pays (États-Unis, 124 000 cas ; Italie, 92 500 ; Espagne, 73 000 ; Allemagne, 58 300 ; France, 38 000) pour bien mesurer l'ampleur du choc qui nous atteint collectivement. Soudain et brutal, il frappe en même temps à toutes les portes. On parle de « choc symétrique », ce qui implique des réponses non seulement importantes, mais aussi homogènes et coordonnées que possible, pour faire face aux risques qu'amène simultanément le COVID-19 : risque sanitaire d'un côté, risque financier, économique et psychologique d'un autre.

| COVID-19 : mesurer le risque sanitaire |

Le tableau ci-dessous donne une idée de la crise sanitaire, constamment mouvante. Bien sûr, il y aura toujours des questions sur la qualité des données, mais il semble que l'on peut juger que les quarantaines « fortes » ont des effets, plus que les politiques attentistes ou différenciées par régions ou par États. Face à un choc sanitaire qui touche tout le monde, la réponse doit être, autant que possible, la même pour tout le monde.

Pandémie du COVID-19 : combien de personnes atteintes ? (le 29 mars)							
Wordometer	Cas	Morts	Remis	Hospitalisés	Population	Cas/par million	Morts/par million
Etats-Unis	124 000	2 200	3200	118600	330	376	7
Italie	92 500	10000	12 500	66 400	60	1542	167
Chine	81 500	3 300	75 500	2700	1400	58	2
Espagne	73 000	6 000	12 300	54700	47	1553	128
Allemagne	58 300	450	8 500	49350	83	702	5
Iran	35 400	2 500	11 700	21200	82	432	30
France	37 500	2 300	5 700	29500	67	560	34
Royaume-Uni	17 000	1000	150	15850	67	254	15
Suisse	14 100	260	1600	12240	9	1567	29
Corée du Sud	9 600	150	5 000	4450	52	185	3

## I COVID-19 : mesurer le risque financier, qui peut aggraver le risque économique I

Tel est bien le cas pour la zone euro, partout atteinte. Elle est économiquement en récession, avec un risque financier de déflation. Il faut donc réagir, chacun et tous. Par mois de quarantaine, la France perd 3% de PIB, et ce chiffre va se retrouver ailleurs. Allons-nous vers -5% de « croissance » en 2020 ? Cette crise sanitaire a de redoutables conséquences économiques (faillites) et sociales (chômage). La pandémie bloque la machine économique. Alors chacun, inquiet, garde son argent : ménage, artisan, commerçant, entreprise, petite ou grande. Tous payent avec retard et veulent être payés au plus vite ! Les trésoreries se tendent, chacun veut faire des rabais, c'est le début du processus déflationniste. Il peut tout emporter, s'il continue.

C'est pourquoi la première réponse, essentielle et en cours, est monétaire pour tous les pays de la zone euro : faciliter les crédits bancaires, donc soutenir les banques pour qu'elles alimentent tout le monde en liquidités et empêchent un *credit crunch*. Derrière les banques, la Banque Centrale Européenne est donc présente, pour alimenter largement et moins cher les banques en liquidités. C'est fait et continuera.

Deuxième réponse, chaque État voit se creuser son déficit budgétaire, avec moins de rentrées. En plus, il décide de soutenir les caisses de chômage, de différer les versements d'impôts et taxes, de garantir des crédits, de renforcer sa part ou d'entrer au capital de sociétés en danger... Son déficit dérape, sans qu'il puisse exactement savoir jusqu'où. Il faut donc que l'Union Européenne relâche ses normes de déficit budgétaire. C'est fait et continuera.

Troisième réponse, il faut que la BCE achète plus de bons du trésor et relâche ainsi ses normes antérieures, de même en rachetant (sous conditions) du papier commercial et des obligations d'entreprises. C'est fait et continuera.

La quatrième réponse, qui n'est pas là, prolonge les précédentes. S'il faut alimenter en liquidités et refouler le risque de déflation, il faut aussi renforcer la solidarité au sein de l'Union dans son ensemble, pour réduire l'inquiétude des marchés sur un maillon faible. Il ne s'agit pas de soutenir tel pays en difficulté (l'Italie pour ne pas la nommer), mais l'édifice tout entier.

**En finance aussi, il y a des épidémies. Ce qui se passe montre qu'il ne faut ni attendre, ni agir en ordre dispersé.**

Jean-Paul BETBEZE